

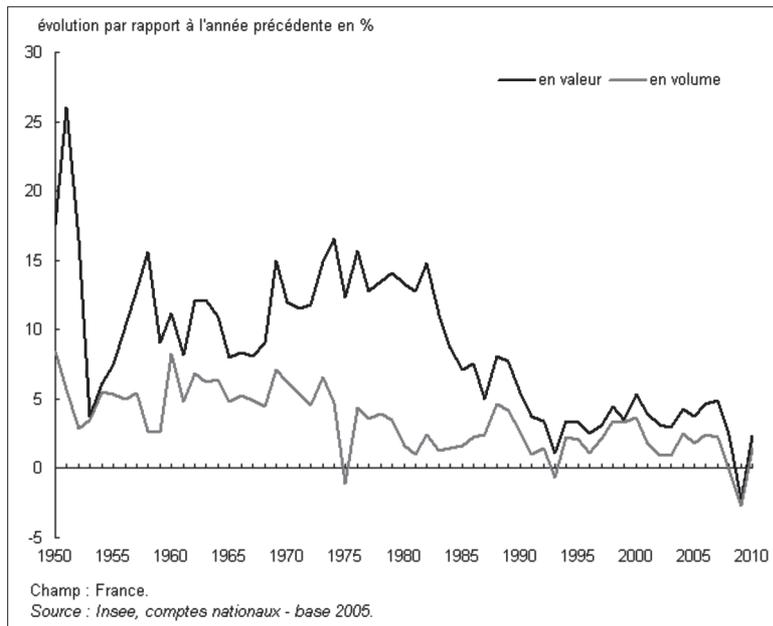
1

Quelles sont les sources de la croissance économique ?

Sensibilisation

Document 1

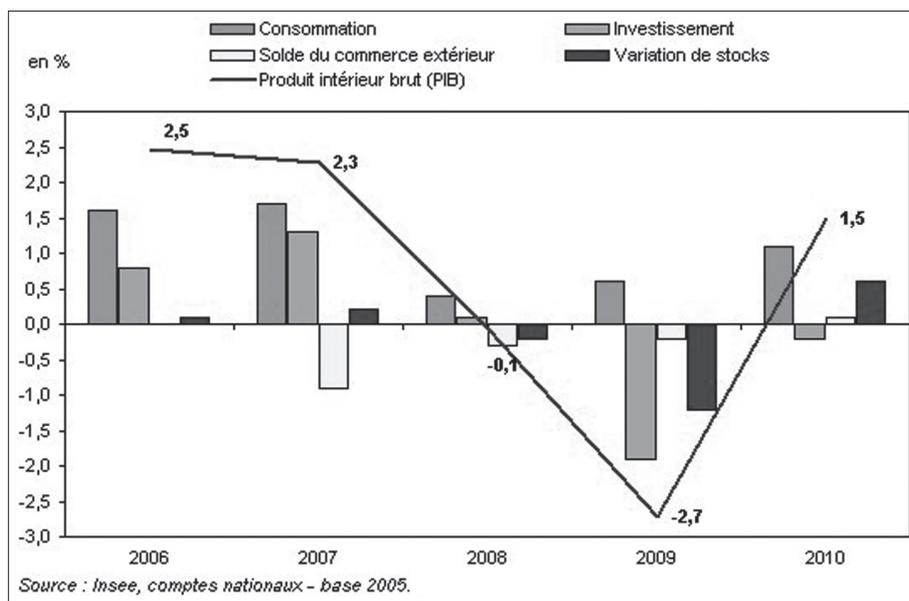
L'évolution du PIB en France



1. Que signifient les expressions en valeur et en volume ?
2. Construisez une phrase avec les données relatives à 2010.
3. Que représente l'espace situé entre les deux courbes ?
4. Comment a évolué le PIB en volume et en valeur entre 1960 et 2010 ?
5. Quel phénomène économique le PIB mesure-t-il ?
6. Repérez les différentes périodes contenues dans le graphique.
7. Quelles conclusions peut-on tirer de l'évolution de la création de richesses en France entre 1960 et 2010 ?

Document 2. Quels sont les éléments qui contribuent à la croissance économique ?

Contributions à l'évolution du PIB en volume (en points de PIB)



1. Que signifie la donnée suivante : 1,5 ?
2. Construisez une phrase avec la donnée relative à la consommation en 2010.
3. Quels sont les principaux facteurs qui agissent sur la quantité de richesses créées ?

Cours

Le XVIII^e siècle marque pour un certain nombre de pays une rupture dans leur histoire économique. Ils vont connaître la plus grande mutation qui ait jamais affecté les hommes depuis le néolithique : la révolution industrielle. Cette dernière va faire basculer certaines économies dans l'ère de la croissance.

1. Définir et mesurer la croissance

Mais comment définir cette dernière ? Selon Simon Kuznets, « la croissance économique d'un pays peut être définie comme une hausse de long terme de sa capacité d'offrir à sa population une gamme sans cesse élargie de biens économiques ; cette capacité croissante est fondée sur le progrès technique et les ajustements institutionnels et idéologiques qu'elle requiert ». Même si elle peut être perçue de manière restrictive comme un phénomène purement quantitatif, elle a aussi un impact qualitatif. De même, les effets de cette croissance

ou les facteurs qui l'expliquent ne se cantonnent pas uniquement à la sphère économique.

De plus, cette croissance n'est pas linéaire dans le temps. Des périodes d'accélération et de ralentissement, voire de crise, viennent ponctuer cette tendance de long terme. De même les ressorts de la croissance ne jouent pas de la même manière sur le volume des richesses créées.

Comment alors la mesurer pour mieux l'appréhender ? Traditionnellement, le PIB exprimé en volume constitue l'instrument de mesure de la croissance. Il s'agit alors de comparer la variation en valeur des richesses produites sur un territoire national à la variation des prix. La différence de mesure entre la variation en valeur et en volume peut s'avérer importante en période de forte inflation. Ce fut notamment le cas en France entre le milieu des années 1970 et le milieu des années 1980 où la progression des prix dépassait 10 % l'an. Ce PIB peut être appréhendé de trois manières différentes :

- soit à partir des produits : le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes dégagées par les unités résidentes + la TVA + les droits de douane ;
- soit à partir des emplois finals : le PIB s'évalue à partir de l'équilibre emplois-ressources. $\text{PIB} + \text{Importations} = \text{Consommation finale} + \text{FBCF} + \text{Variations de stocks} + \text{Exportations}$;
- soit à partir des revenus : le PIB représente donc la somme des rémunérations de salariés versée par les unités résidentes, l'excédent brut d'exploitation et les revenus mixtes des unités résidentes, les impôts liés à la production et à l'importation (nets des subventions d'exploitation reçues par les unités résidentes).

La mesure en volume permet quant à elle de retirer les effets produits par l'inflation sur l'estimation des richesses réellement créées sur un territoire. En période de forte progression des prix, la valeur des productions progresse de manière importante et automatique. Or, une hausse de x % du nombre de richesses créées peut être « compensée » par une progression plus rapide des prix ($x + 1$ %). L'augmentation nominale du PIB apparaît comme une déformation de la réalité.

Toutefois, le PIB même corrigé en volume permet-il de traduire la réalité économique ?

2. Les limites des instruments de mesure de la croissance

Le principal indicateur de la mesure des richesses créées est le prix du marché. Ce mode de comptabilisation est donc aisé pour toutes les activités marchandes déclarées. Or, il faut aussi tenir compte de richesses générées par le secteur non marchand. Elles sont évaluées au coût des facteurs de production mobilisés pour les produire.

Sont exclues du mode de comptabilisation les richesses produites par le travail domestique. L'économiste A. C. Pigou affirmait d'ailleurs : « Tout homme qui épouse sa femme de ménage contribue à faire baisser le PIB. » Ceci contribue

à faire passer un service (le nettoyage) de la sphère marchande à la sphère domestique. Le bien-être de la population n'est pas modifié ; par contre le PIB diminuera puisque le travail domestique ne s'échange pas sur un marché. Ce travail domestique représente une part non négligeable dans la richesse produite chaque année dans une économie : certaines estimations ont évalué le travail domestique à hauteur de près d'un tiers du PIB. Dans le même champ d'analyses, les richesses produites par le travail bénévole ne sont pas non plus incorporées dans le calcul de l'indicateur. Pourtant, une société où le travail bénévole est très développé connaîtra un niveau de bien-être supérieur à celui d'une société où il ne l'est pas. La « marchandisation » d'une société contribue à l'augmentation du PIB sans pour autant augmenter le niveau de vie ou le bien-être de la population.

De plus, les activités menées dans le cadre de l'économie souterraine échappent à l'évaluation. On peut y classer les activités licites quant à leur nature mais devenant illicites car non déclarées : c'est le cas du travail « au noir ». Sont aussi incorporées les activités illicites à l'origine : c'est le cas des trafics, de la prostitution, etc.

Le PIB ne tient pas compte des externalités produites par l'activité économique. En effet, la production de biens et de services peut entraîner des effets tendant à réduire le bien-être des populations. C'est le cas notamment des différentes formes de pollution que peut entraîner une activité économique. Par exemple, un « bouchon » sur un axe routier contribue à augmenter le PIB puisque les véhicules consomment davantage. Les nuisances qu'il provoque sur la santé des riverains contribuent aussi à faire augmenter le PIB : les riverains consulteront davantage leur médecin, consommeront des médicaments, etc.

Enfin, le PIB enregistre aussi comme positives un certain nombre d'activités néfastes. La consommation de tabac entraîne à court terme une augmentation du PIB mais aussi à long terme (via les traitements médicaux qui sont induits). On peut citer la remarque de Bertrand de Jouvenel qui indiquait que « le PIB augmenterait si la cathédrale Notre-Dame devait être détruite et remplacée par un parking ». L'activité économique dans ce cas serait stimulée, mais en termes de bien-être la population y perdrait à coup sûr.

Selon Dominique Méda, « une partie de notre richesse est issue de la réparation des dégâts que provoquent les simples actes de vivre et de produire ». Il s'avère alors très difficile de mettre en place une comptabilité patrimoniale qui tiendrait à la fois compte des flux négatifs et des flux positifs.

3. Les instruments de mesure « alternatifs »

D'autres instruments peuvent être proposés pour suppléer aux déficiences du PIB. Ce dernier étant construit sur la territorialité (il s'agit de recenser les richesses produites par les différents acteurs économiques implantés sur un territoire qu'ils aient ou non la nationalité afférente à ce territoire), le PNB (Produit National Brut) quant à lui s'appuie sur la nationalité des agents économiques. En effet, les richesses produites sur un territoire peuvent s'échapper et revenir sur celui des acteurs économiques qui les ont créées. Leur

comptabilisation dans la richesse du pays où s'est effectuée la production viendrait augmenter artificiellement son volume et tendrait à surévaluer ce dont disposent réellement les populations autochtones. Dans le cas des firmes multinationales, une part non négligeable de ces mêmes richesses est rapatriée dans le pays d'origine de ces entreprises.

En parallèle, il faut prendre en compte la valeur ajoutée générée par les activités d'acteurs économiques nationaux mais produite à l'étranger.

De plus, peut-on affirmer que la quantité de richesses permet de mesurer le bien-être d'une population qui vit sur un territoire ? Se comptabilise-t-il exclusivement par le PIB/habitant ? Cela suppose en effet que l'ensemble de la population accède également aux richesses. Or, il s'avère que la répartition n'est pas égalitaire. Les États ont dû mettre en place des systèmes de protection sociale et de redistribution pour corriger la répartition primaire des revenus.

De même, le « bien-être » ne regroupe pas uniquement un aspect quantitatif : il ne se résume pas au fait de posséder plus, de consommer davantage. Des indicateurs plus « qualitatifs » ont été proposés pour appréhender le « mieux vivre » des populations. L'IDH qui a été élaboré par Amartya Sen constitue l'un d'entre eux. Il comporte à la fois une dimension quantitative et une dimension qualitative.

Sur le plan quantitatif, il repose sur le PIB/habitant libellé en PPA (parité de pouvoir d'achat). Il tient compte des conditions réelles dans lesquelles les populations accèdent aux biens et aux services (un kilo de riz n'a pas la même valeur en Tanzanie et en France quand on s'intéresse au besoin qu'il satisfait). Le volet qualitatif de l'indicateur prend en compte deux aspects : l'espérance de vie et l'accès à l'école. L'espérance de vie est calculée à la naissance ; l'accès à l'école regroupe deux sous-indicateurs : le taux de scolarisation brute et le taux d'alphabétisation. Le PIB/habitant en PPA pèse 1/3 de l'indicateur alors que les deux autres en représentent les 2/3 (en sachant que le taux d'alphabétisation représente 2/3 du troisième sous-indicateur et le taux de scolarisation brute 1/3).

Dans l'hypothèse d'un classement des différents pays, le rang qu'ils obtiennent sera différent en fonction de l'indicateur choisi. Pour certains d'entre eux, utiliser le PIB/habitant tend à provoquer une progression de leur rang dans la hiérarchie mondiale alors que l'utilisation d'un indicateur plus qualitatif a comme une incidence une perte de places dans le classement. En 2005, l'Afrique du Sud perdait 65 places dans le classement utilisant l'IDH par rapport à celle qu'elle occupait dans une hiérarchie fondée sur le PIB/habitant. Par contre, l'Australie gagnait 13 places si l'indicateur qualitatif était privilégié.

D'autres indicateurs ont aussi été créés pour mesurer l'accès de l'ensemble de la population au savoir par exemple. Le taux brut de scolarisation occulte le fait que certaines catégories de la population peuvent être exclues de l'acquisition de savoirs. C'est le cas notamment de la population féminine. L'indice sexospécifique de développement humain intègre les inégalités hommes/femmes. Il comporte notamment l'espérance de vie à la naissance des hommes et des femmes, le taux de scolarisation et celui d'alphabétisation des populations

masculine et féminine, la part estimée des revenus du travail pour les hommes et les femmes.

La mesure des richesses et du bien-être constitue aujourd'hui un enjeu et des initiatives notamment étatiques ont été menées pour mieux les appréhender. Ce fut le cas en 2008 par la création du gouvernement français de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social.

La première recommandation de la Commission remet en cause la production comme évaluation du bien-être matériel et suggère plutôt de prendre en compte les revenus et la consommation.

Recommandation n° 1 : Dans le cadre de l'évaluation du bien-être matériel, se référer aux revenus et à la consommation plutôt qu'à la production. Le PIB constitue l'instrument de mesure de l'activité économique le plus largement utilisé. Son calcul est régi par des normes internationales et un important travail de réflexion s'est attaché à en définir les bases statistiques et conceptuelles. Nous avons souligné dans les paragraphes précédents certains domaines importants pour lesquels il était nécessaire d'en perfectionner les méthodes de calcul. Les statisticiens et les économistes savent fort bien que le PIB mesure essentiellement la production marchande (exprimée en unités monétaires) et que, comme tel, il a son utilité. Toutefois, il a souvent été utilisé comme s'il s'agissait d'une mesure du bien-être économique. La confusion entre ces deux notions risque d'aboutir à des indications trompeuses quant au niveau de satisfaction de la population et entraîner des décisions politiques inadaptées. Les niveaux de vie matériels sont plus étroitement associés à la mesure du revenu national réel et à celles du revenu réel et de la consommation réelle des ménages : la production peut croître alors que les revenus décroissent, ou vice versa, lorsque compte est tenu de la dépréciation, des flux de revenus à destination et en provenance de l'étranger et des différences entre les prix des biens produits et ceux des biens consommés.

Source : Rapport de Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, p. 15.

Les problèmes liés à la mesure des richesses demeurent encore aujourd'hui. En parallèle, les facteurs qui impulsent la croissance suscitent aussi le débat entre les auteurs.

4. Les facteurs de la croissance économique

Plusieurs éléments vont agir sur le volume des richesses créées sur un territoire. Ils peuvent être d'ordre économique mais aussi revêtir d'autres caractères.

A. Les facteurs économiques

L'utilisation du facteur travail peut être considérée comme source de croissance économique. Le premier auteur à s'être intéressé à cette dernière fut Adam Smith. Dans son ouvrage *Recherches sur la nature et les causes de la*

résumés de cours

exercices

contrôles

corrigés

richesse des nations paru en 1776, il met en avant le rôle fondamental joué par le travail et plus particulièrement la division du travail dans la création de richesses. Cette dernière a pour incidence un accroissement de la productivité du travail qui constitue une source de la croissance économique.

L'accroissement de cette productivité est aussi rendu possible par la mobilisation du facteur capital. En effet, ce dernier permet de réaliser un détournement de production qui permet de rendre le travail plus productif selon Eugen von Böhm-Bawerk. La production de machines par exemple constitue un détournement de production dans le sens où elle requiert du travail et du temps ce qui repousse plus tardivement l'acte de consommation. Par contre, elle va permettre de créer une quantité plus grande de biens par la suite.

Une autre approche complémentaire insiste sur les rôles respectifs joués par les facteurs de production. Cette analyse s'inscrit dans la fonction de production classique. La croissance économique s'explique alors de manière endogène. Il s'agit alors de montrer que les facteurs capital et travail y contribuent. La production est le résultat de leur combinaison (fonction dite de Cobb-Douglas).

$$Y = f(L, K)$$

Différentes hypothèses peuvent alors être avancées pour expliquer la progression des richesses dans le temps. Soit elle peut être expliquée par une mobilisation plus importante de facteur capital (ex. : utilisation de machines supplémentaires) ou de facteur travail (ex. : mobilisation d'un surcroît de main-d'œuvre). Dans ce cas, la croissance est dite extensive. Le cas des Trente Glorieuses en France illustre ce processus. En effet, les investissements réalisés par les entreprises étaient élevés et s'inscrivaient dans l'achat de capital supplémentaire. De même, l'utilisation de modes d'organisation du travail fondés sur la division des tâches (ex. : le taylorisme et le fordisme) nécessitait une main-d'œuvre nombreuse et peu qualifiée. Toutefois, ce mode de croissance peut générer des effets pervers dans le sens où il peut contribuer à détruire d'autres richesses : c'est notamment le cas de la destruction des ressources naturelles.

Par la suite, le modèle de croissance néoclassique a intégré le progrès technique dans la fonction. Ce modèle fut proposé par Robert Solow en 1956. L'utilisation du progrès technique dans le processus de production permet d'augmenter la productivité du travail, ce qui évite les rendements décroissants qui caractérisent le fait que la production progresse moins rapidement que l'augmentation de la quantité de facteurs utilisés pour la réaliser.

Le rôle du progrès technique et de l'innovation dans la croissance économique a été mis en exergue par l'économiste Joseph Aloïs Schumpeter. Il considère que les irrégularités de la croissance sont expliquées par les irrégularités du progrès technique. Il s'appuie sur la théorie des cycles économiques pour construire son argumentation. Le cycle est caractérisé par plusieurs phases : une première appelée expansion, un point de rupture qui caractérise la crise, une période de récession, et enfin une phase de reprise. Ces cycles longs appelés cycles Kondratiev (de 50 à 70 ans), seraient alors impulsés par une grappe

d'innovations. Une innovation majeure apparaît générant un chapelet d'innovations mineures et permet à l'activité économique de croître. Ces innovations vont susciter des anticipations de profit élevé dans les activités innovatrices, ce qui a pour effet d'attirer de nouveaux entrepreneurs sur le marché. L'entrepreneur apparaît comme un maillon essentiel du raisonnement. Il constitue l'élément clé de l'innovation. Cette dernière lui permettra d'être dans une situation de profit pour un monopole transitoire, période qu'il devrait mettre à profit pour de nouveau déboucher sur une nouvelle innovation. Toutefois, la généralisation de l'innovation et l'augmentation de la production des branches innovantes vont entraîner la baisse des profits. L'impulsion initiale générée par l'innovation tend inexorablement à s'épuiser. De même, les activités nouvelles découlant des innovations vont aussi avoir pour conséquence la disparition d'activités anciennes : un processus de « destruction créatrice » caractérise cette phase de création de nouvelles activités et de destruction d'anciennes.

La production réalisée (grâce à la combinaison des facteurs de production, du progrès technique) est destinée à être vendue sur un marché ou mise à disposition du public si elle est non marchande. La demande constitue alors un élément moteur de la création de richesses. Elle est composée de la demande finale des ménages mais aussi des investissements réalisés par les acteurs de la vie économique (ex. : un investissement matériel comme l'achat de machines par une entreprise constitue une demande pour les entreprises qui produisent ces biens de production). Si cette demande est stimulée, l'appareil productif sera alors amené à produire davantage pour répondre à son augmentation. L'équilibre ressources/emplois traduit l'utilisation de la production nationale et met en lumière le rôle joué par la demande (interne ou extérieure) comme stimulant de la création de richesses :

$$\begin{aligned} & \text{Importations} + \text{PIB} \\ & = \text{Consommation finale} + \text{FBCF} + \text{Variation de stocks} + \text{exportations} \end{aligned}$$

John Maynard Keynes avait mis en avant le rôle de la demande effective comme stimulant de la production. Cette demande anticipée est composée de la demande anticipée de biens (et de services) de consommation et de biens d'investissement par les entrepreneurs et par conséquent détermine la production mise en œuvre. L'action de l'État joue un rôle fondamental dans cette stimulation (ex. : politique de grands travaux, taux d'intérêts bas, fixation d'un salaire minimum, primes versées pour l'achat de certains biens comme par exemple l'achat de véhicules neufs, etc.).

Au cours des années 1980, certains auteurs américains (Paul Romer, Robert E. Lucas et Paul Barro) proposent d'endogénéiser le rôle du progrès technique dans la croissance et réhabilitent d'une certaine manière le rôle de l'État comme une structure qui favorise la croissance. Paul Romer considère qu'une économie accumule des savoirs, des expériences. Une croissance élevée implique donc une accumulation plus importante de ces derniers qui eux-mêmes influencent le volume des richesses produites. Quant à Robert Lucas,